

## Présentation du budget pour l'exercice 2022 – Zambie

---

*Le 29 octobre 2021, le ministre des Finances et du Plan National, le Dr Situmbeko Musokotwane, a présenté un budget de relance pour l'exercice 2022. Ce dernier vise la création d'emplois grâce à la mobilisation des secteurs productifs de l'économie. Cependant, les initiatives restent limitées par le poids d'une dette extérieure insoutenable, le pays étant le premier à avoir fait défaut durant la pandémie Covid-19.*

**Sous le nom de « Growth, Jobs and Taking Development Closer to People », il s'agit du premier budget du nouveau gouvernement présidé par Hakainde Hichilema dont l'élection remonte à août 2021.** Son élection avait été particulièrement saluée par les marchés. De ce budget ressort une priorité claire: relancer la croissance en transformant les secteurs productifs et créateurs d'emplois : agriculture, tourisme, secteur minier, industrie et secteur de l'énergie. Ce dernier a été élaboré sur la base d'une prévision de croissance de 3,3% en 2021, après une contraction du PIB de 2,8% en 2020 – à noter que les dernières estimations du FMI, d'octobre 2021, tablent sur une croissance de 1% seulement en 2021.

**Pour 2021, le déficit budgétaire devrait atteindre 10,4% du PIB, bien au-dessus de la valeur cible de 9,3% du fait de l'impact de la crise Covid-19** – hausse des dépenses de l'Etat de 16% par rapport aux prévisions du budget 2021 qui restent donc bien supérieures aux revenus de l'Etat malgré une hausse de 42% par rapport à la cible du budget 2021. L'augmentation des revenus s'explique par des versements de dividendes par la Banque Centrale zambienne et par la bonne performance du secteur minier qui a profité de l'augmentation des prix du cuivre et la dépréciation du kwacha par rapport au dollar américain. Les dépenses ont connu une nette augmentation avec les subventions des produits agricoles et du carburant lors de la crise Covid-19, des dépenses pour les élections et des projets d'investissement nationaux.

**Compte tenu du fort déficit public anticipé pour 2021, la dette publique reste à un niveau insoutenable.** La dette publique externe a atteint 14,71 Mds USD en septembre 2021 (une augmentation de 2% seulement par rapport à décembre 2020), dont 12,99 Mds USD contractée par le gouvernement et 1,56 Mds USD par des entreprises publiques par des prêts garantis ou non garantis – à 93% Zesco. La dette publique domestique a connu une augmentation de 45,7% entre décembre 2020 et septembre 2021 pour atteindre 189,7 Mds K (soit 10,95 Mds USD). C'est la raison pour laquelle le gouvernement a annoncé qu'il ne contracterait plus de prêts extérieurs non concessionnels et que le recours à l'endettement domestique serait limité à des adjudications d'obligations d'Etat plutôt que des émissions privées d'actions sur 2022.

**Pour 2022, les revenus de l'Etat devraient atteindre 98,9 Mds K (soit 4,7 Mds EUR et 21% du PIB), en hausse de 50% par rapport au budget prévisionnel 2021.** Cette augmentation s'explique principalement par une reprise rapide attendue dans le secteur privé, portant les recettes fiscales qui représentent le premier poste avec 80% des revenus (impôts sur les sociétés, les ménages et TVA). Pour les recettes non fiscales, le fort regain d'activité attendu dans le secteur minier (cuivre) impactera la redevance minière, qui devrait atteindre 13% des revenus et deviendra par ailleurs déductible de l'impôt sur les sociétés - la réintroduction d'une réforme longuement attendue pour le secteur auparavant doublement taxé. Le nouveau gouvernement vise une augmentation de 275% de la production de cuivre en 10 ans de 0,8 M à plus de 3 M de tonnes.

**Sur l'année 2022, les dépenses de l'Etat devraient atteindre 173 Mds K (soit 8,21 Mds EUR et 37% du PIB), en hausse de 24% par rapport au budget révisé sur l'année 2021 et de 45% par rapport au budget prévisionnel.** Le service de la dette représente le premier poste de dépenses (45% du total), ce qui contraint significativement le reste des dépenses. Pour autant, le budget développement économique (troisième poste 19%) devraient augmenter de 57% par rapport au budget initial de 2021 en lien avec des programmes de soutien aux différents secteurs, en particulier l'agriculture avec le « *Farmer Input Support Programme* », et de développement d'infrastructures de transports. Pour améliorer l'accès aux services de base, ont été décidés : (i) la gratuité des écoles maternelles et secondaires (déjà le cas des écoles primaires), (ii) le recrutement d'enseignants et de personnels de santé, (iii) la construction d'infrastructures adaptées (iv) le renforcement du système de sécurité sociale. Ceci conduit à une hausse du budget développement social (deuxième poste 24%) de 33% par rapport au budget initial de 2021.

**Compte tenu des équilibres mentionnés ci-dessus, le besoin en financement de l'Etat pour 2022 devrait s'élever à 72,3 Mds K (soit 3,6 Mds EUR et 15,5% du PIB), qui se translate en un déficit budgétaire de 6,7% (exclu le principal du service de la dette des dépenses).** Pour couvrir ce besoin en financement, le ministre a évoqué le recours à l'endettement externe à 66% et au marché domestique à 34%.